



ÉDITORIAL
PAR ROSA MOUSSAOUI

Crise de régime

Une crise de régime ne tient jamais seulement aux malfaçons d'un édifice institutionnel. Celles de cette V^e République vermoulue sont connues. Elles vont jusqu'à organiser le contournement des principes inscrits dans la Constitution : les dix-sept membres du gouvernement Attal élus députés le 7 juillet, à commencer par le premier ministre, démissionnaires mais toujours chargés d'expédier les « affaires courantes », ont ainsi pris part au vote, ce jeudi, dans l'Hémicycle. Au mépris de la séparation des pouvoirs qui fonde toute démocratie digne de ce nom. Il y a les fissures prêtes à se muer en failles. Et puis il y a la pratique politique. Au Palais Bourbon, le maquignonnage qui a permis à Yaël Braun-Pivet de se maintenir au Perchoir dit tout des mœurs du camp présidentiel, décidé à barrer la route à la coalition de gauche arrivée en tête des élections législatives anticipées.

La désinvolture avec laquelle Emmanuel Macron a décidé de dissoudre l'Assemblée nationale au soir du scrutin européen qui avait placé le RN en tête, le déchaînement de propagande pour installer dans les esprits l'idée selon laquelle les élections du 7 juillet seraient sans vainqueur, les tractations de l'ombre, les arrangements et les marchandages orchestrés par l'Élysée pour contourner le verdict des urnes : tout cela dessine ce qui ressemble bel et bien à un coup de force.

La dérive autoritaire que le système capitaliste assume ouvertement s'est affirmée en France.

Macron, ici, n'invente rien : il donne un effrayant coup d'accélérateur au mouvement amorcé avant son arrivée au pouvoir. Au fil des alternances, s'est affirmée en France la dérive autoritaire que le système capitaliste assume ouvertement désormais, partout dans le monde. Souvenons-nous du verdict du référendum de 2005 : un « non » indiscutable des électeurs au projet de Constitution européenne... vote enterré deux ans plus tard par une ratification du traité de Lisbonne par le Parlement. Dans cette dislocation démocratique, Macron a poussé l'arrogance à ses dernières extrémités – « *Qu'ils viennent me chercher !* » Il a précipité la V^e République dans une crise de régime. Conséquence inéluctable de la crise sociale et de l'abîme démocratique que creusent des politiques antipopulaires guidées par des choix économiques ruineux. Reconduire ces politiques, c'est garantir, à court terme, l'avènement d'un gouvernement d'extrême droite. ■

L'extrême engagement de Pierre-Édouard Stérin

RÉVÉLATIONS « 150 millions d'euros sur les dix prochaines années » afin de promouvoir les « valeurs clés » de l'extrême droite et « sauver la France » : le projet Périclès, dont *l'Humanité* publie les détails, fixe les ambitions du milliardaire pour porter le RN au pouvoir.

Daniel Kretinsky l'a annoncé ce jeudi : il ne vendra pas son hebdomadaire *Marianne* au milliardaire Pierre-Édouard Stérin, dont les actifs sont évalués à 1,2 milliard d'euros. La proximité de ce dernier avec l'extrême droite lui aurait-elle coûté l'affaire ? Patron d'Otium Capital, de Smartbox et du Fonds du bien commun, Pierre-Édouard Stérin continue à démentir. Catholique, conservateur, libertarien et exilé fiscal – il s'est installé en Belgique en 2012 –, celui que *l'Humanité* magazine présentait en début d'année comme le « saint patron de l'extrême droite » (lire notre édition du 25 janvier 2024), n'en démord pas. « *Je suis engagé, écrit-il à l'Humanité, mais mon engagement n'est pas partisan, à ce titre je revendique cette neutralité. Comme vous avez pu le voir, j'échange et soutiens des personnalités de différents partis et sensibilités de la droite.* »

Un document ultraconfidentiel, établi à l'automne 2023 et que *l'Humanité* a pu consulter, dit pourtant tout le contraire sur une vingtaine de pages dont nous révélons les grandes lignes aujourd'hui (lire pages 4 et 5). Cette feuille de route vise très explicitement à installer au pouvoir en France une alliance de l'extrême droite et de la droite libérale conservatrice. Ce projet politique, rédigé comme un business plan de start-up, détaille un plan global et systémique en une série d'étapes soigneusement coordonnées, avec un rétroplanning, des « cibles » à approcher, des « talents » à recruter...

Son « nom de code », Périclès, avait déjà été dévoilé par *la Lettre A*, en avril. Tout comme l'identité de

certains de ses protagonistes, issus, pour une bonne part, de la galaxie financière d'Otium Capital ou de réseaux tissés avec des « Républicains », l'entourage d'Éric Zemmour ou directement au Rassemblement national (RN)... Mais comme en témoignent nos révélations en détail, cette opération secrète imaginée par Pierre-Édouard Stérin et ses proches, c'est bien plus que ça ! Un acronyme, d'abord, constitué à partir d'une litanie explicite : « *Patriotes Enracinés Résistants Identitaires Chrétiens Libéraux Européens Souverainistes.* » Un objectif, ensuite : « *Notre projet découle d'un ensemble de valeurs clés (liberté, enracinement et identité, anthropologie chrétienne, etc.) luttant contre les maux principaux de notre pays (socialisme, wokisme, islamisme, immigration). Pour servir et sauver la France, nous voulons permettre la victoire idéologique, électorale et politique.* »

UNE « ASSOCIATION MÈRE » POUR « SOUTENIR TOUT PROJET VISANT AU RAYONNEMENT DE LA FRANCE »

Dans cette grande ambition, autant que pour ses activités de charité – bien ordonnées, toutefois, vers l'école privée ou les anti-IVG – qu'il met systématiquement en avant, l'homme d'affaires ne lésine pas sur les moyens, promettant à Périclès un budget de 150 millions d'euros sur les dix prochaines années. Pour limiter « le risque légal et réputationnel » d'un tel lien financier, des précautions sont prises. Ainsi, les promoteurs de Périclès ont créé, il y a un an, pile-poil, une « association mère » qui a pour objet de « *développer et soutenir tout projet visant au rayonnement de la France, au respect de sa culture, à*



Catholique, ultraconservateur, libertarien, l'homme d'affaires est à l'origine du projet Périclès.
STÉPHANE LAGOUTTE/
CHALLENGES/RÉA

ENQUÊTE

la préservation de son identité et de ses traditions». Une autre structure associative, domiciliée à l'adresse du siège parisien d'Otium Capital et du Fonds du bien commun, a été montée au printemps, avec trois des dirigeants recrutés pour Périclès comme représentants légaux.

Au-delà de la phase d'« incubation » de Périclès, Stérin entend s'impliquer à chaque étape : c'est, par exemple, sur le propre réseau social professionnel du milliardaire libertarien que repose une bonne part de la recherche des candidats destinés à constituer une « réserve » de plus de 1 000 personnes « alignées » sur ses valeurs et aptes à gouverner en 2027 en cas de victoire de Le Pen à la présidentielle. « La réserve est encore au stade de projet », se défend Pierre-Édouard Stérin. Pas davantage de porosité, assure-t-il, entre Périclès et ses différentes structures financières. « Le projet Périclès est séparé des autres projets, notamment

du Fonds du bien commun, avec des locaux différents, équipes différentes et flux financiers distincts », répond Stérin à l'Humanité. Également sollicité, Alban du Rostu, directeur du Fonds du bien commun, qui revendique dans son manifeste être « apolitique », n'a pas répondu à nos questions.

Périclès, ce n'est pas seulement une structure et un financement. C'est aussi un programme qui voit loin – jusqu'en 2032 – et qui se décline en autant d'actions multifacettes. L'année dernière, près de 3,5 millions d'euros ont été distribués au titre d'un « essaimage » à des bénéficiaires – non identifiés explicitement – engagés pour « la famille, base de la société », contre la « théorie du genre », pour « la préférence nationale », contre la « laïcité agressive », pour la « place particulière du christianisme » et contre « l'assistanat », etc. Autour de ces thèmes gravite une galaxie de lobbies dirigés par des

« auditeurs » de l'Institut de formation politique (IFP), présidé par Alexandre Pesey, intronisé « conseiller opérationnel » de Périclès. À ses côtés, Nicolas Govillot, dirigeant de haut rang au sein du Crédit mutuel. « Jusqu'en avril dernier, M. Govillot était en charge de l'investissement pour les Assurances du Crédit mutuel, l'un des investisseurs majeurs en France. De ce fait, il est naturel que M. Govillot ait des échanges avec les principaux investisseurs français, dont monsieur Stérin fait partie, assume un porte-parole des ACM. M. Govillot n'a aucun autre engagement en dehors de ces fonctions. Il n'occupe aucune fonction dans le projet que vous citez. »

UNE « ÉCOLE DES FUTURS MAIRES »

MISE EN PLACE SOUS LA MARQUE POLITICAE

Parmi les grands « projets organiques » de l'opération Périclès, engagés en 2023, une « guérilla juridique » conduite par un collectif d'une vingtaine d'avocats, avec à sa tête le Belge Aymeric de Lamotte, qui ambitionne de lancer à terme une quarantaine de procédures par an. Autre mission : du « conseil opérationnel » en vue des municipales, au service exclusif des lepénistes, avec l'objectif de « 300 villes à gagner absolument par le RN en 2026 ». Une « école des futurs maires » a été mise en place, il y a trois mois, sous la marque Politicæ. Présentées comme « non partisans » et purement techniques, ces formations en ligne, délivrées par des élus locaux – dont l'un, Antoine Valentin, maire de Saint-Jeoire (Haute-Savoie), figure parmi les candidats LR-RN battus aux législatives –, ne tournent pas encore à plein régime. ■■■

PRESSE KRETINSKY RENONCE À CÉDER MARIANNE À STÉRIN

Le propriétaire de *Marianne*, Daniel Kretinsky, a décidé de mettre un terme aux négociations avec Pierre-Édouard Stérin, candidat au rachat de l'hebdomadaire. L'annonce a été faite jeudi matin devant les salariés. Le nom du milliardaire, sérieusement pressenti comme repreneur, avait provoqué l'émoi et l'inquiétude au sein

de la rédaction en raison de ses prises de position ultraconservatrices et de sa proximité avec le Rassemblement national. Craignant pour leur indépendance, les journalistes de *Marianne* s'étaient même mis en grève en juin pour obtenir la suspension des négociations. Désormais, Daniel Kretinsky se tourne vers Jean-Martial

Lefranc. Ancien patron de Fleurus Presse, éditeur du magazine *l'Écran fantastique*, l'homme d'affaires, qui a d'abord fait carrière dans le développement et la production de jeux vidéo, avait déjà formulé une offre de reprise en avril, écartée dans un premier temps au profit de celle avancée par Pierre-Édouard Stérin.

EXCLUSIF

PÉRICLÈS, LE PROJET DÉVOILÉ

L'Humanité rend publics de larges extraits du programme de Pierre-Édouard Stérin pour installer l'extrême droite au pouvoir, asseoir l'hégémonie de ses idées, conquérir l'appareil d'État.

■ ■ ■ Sous la direction de Philippe de Gestas, ex-secrétaire général du Mouvement conservateur – un micro-parti issu des rangs de la Manif pour tous rentré à l'UMP via Sens commun et rallié à Reconquête! lors des européennes –, Politicæ a déjà procédé à plusieurs recrutements avec, pour objectif final, de « faire gagner en 2026 plus de 1 000 maires de petites et moyennes communes ».

Afin d'alimenter le narratif en faveur de l'union des droites extrêmes, Périclès entend encore financer des « baromètres » dédiés à l'insécurité, à l'immigration et à « l'extrême gauche ». L'achat d'un institut de sondage est envisagé. Mais le projet le plus central est sans doute la mise en place du « premier think tank de droite en France ». Pour parvenir à cet objectif, Périclès n'écarte pas l'option d'un « achat », là aussi, de structures existantes : l'Institut Thomas-More, créé par Charles Millon, ou la Fondation du Pont-Neuf, liée à Charles Beigbeder...

Dans le document que révèle l'Humanité, une page attire particulièrement l'attention. Y figurent les portraits des grands noms de la droite et de l'extrême droite, de Nicolas Sarkozy à Laurent Wauquiez ou Marion Maréchal, avec lesquelles Périclès entend installer une « présence proche » afin de gagner leur « confiance » et une « influence réelle » sur eux. Sans surprise, Marine Le Pen et Jordan Bardella sont au firmament de ce classement. Mais Éric Ciotti y trouve aussi une bonne place. « Comme vous pouvez le constater des échanges sont en cours ou prévus avec des personnalités de toutes les sensibilités de droite, d'Horizons, de LR, de Reconquête, du RN ou de personnalités non affiliées », répond Stérin aux questions de l'Humanité.

« NOUS AVONS ÉCHANGÉ AVEC UNE DEMI-DOUZAIN D'ANCIENS MINISTRES DE DROITE »

Présent dans la salle lors du dévoilement du projet, l'ex-premier ministre François Fillon tempère son implication dans Périclès. « Comme vous le savez, j'ai quitté la vie publique et je ne participe à aucun parti, ni à aucune organisation politique, soutient-il en réponse à nos questions. J'ai rencontré Pierre-Édouard Stérin et assisté à une présentation de son cercle de réflexion, mais je n'y participe d'aucune façon. Je considère cependant que tous les projets pour renouveler la pensée de la droite en France sont les bienvenus et ce n'est pas l'Humanité qui peut contester l'utilité d'une réflexion idéologique et d'écoles de formation des cadres ! » François Fillon ne serait pas la seule personnalité politique approchée, via le projet Périclès, par Pierre-Édouard Stérin. « Je peux simplement vous confirmer que nous avons échangé avec une demi-douzaine d'anciens ministres de droite des gouvernements de Nicolas Sarkozy et d'Emmanuel Macron au cours des derniers mois », reconnaît l'intéressé. « Le contexte politique actuel a fortement augmenté ma volonté d'agir au service des droites, qui sont majoritaires mais dont la division conduira peut-être à un gouvernement de gauche », ajoute le milliardaire.

Financements à fonds perdu et aide aux « ressources humaines » de campagnes politiques, volonté de poursuivre systématiquement les adversaires devant les tribunaux, conseils stratégiques, menées idéologiques... l'ambition de Périclès dépasse les frontières hexagonales. Un « voyage international (Hongrie) pour inspiration/alliances » est ainsi évoqué. Et, à l'horizon 2027-2032, une « présence dans cinq pays européens ». Dans une tribune publiée jeudi par le Figaro, l'homme d'affaires officialise l'existence de ce « projet politique au sens noble du terme », selon lui « totalement indépendant » de ses activités économiques. « Je ne suis pas un homme politique et je ne le serai jamais », y assure-t-il. Auprès de l'Humanité, il insiste sur « la nature confidentielle » du document que nous reproduisons : sa publication serait, prévient-il, constitutive « d'une divulgation du secret des affaires et pourrait exposer votre journal à des poursuites ». ■

THOMAS LEMAHIEU

RAPPEL DU PLAN

Projet Périclès, acronyme Patriotes/Enracinés/Résistants/Identitaires/Chrétiens/Libéraux/Européens/Souverainistes

Fondateurs et administrateurs Pierre-Édouard Stérin (Otium Capital et Fonds du bien commun), François Durvy (Otium Capital), Alban du Rostu (Fonds du bien commun)

Notre projet découle d'un ensemble de valeurs clés

Valeurs que nous promouvons : liberté individuelle et d'entreprendre/Propriété privée/Subsidiarité/Le vrai, le bien, le beau/La famille, base de la société/Place particulière du christianisme/Enracinement dans un terroir/Fierté de notre histoire, notre identité, notre culture/Unité, cohésion et confiance

Tendances que nous combattons : hyperétatisme/Socialisme et assistanat/Lois liberticides/Wokisme/Refus des limites/Laïcité agressive/Refus de la préférence nationale/Islamisme/Immigration incontrôlée

TROIS OBJECTIFS POUR SERVIR ET SAUVER LA FRANCE

Victoire idéologique Promouvoir nos idées de façon claire, argumentée et cohérente (médias, réseaux sociaux, production intellectuelle)/Imposer nos thèmes (production audiovisuelle, influenceurs, porte-parole, leaders

d'opinion)/Décridibiliser et attaquer les idées adverses (réalité des faits/chiffres, shaming, procès)

Victoire électorale Identifier les élections prioritaires sur lesquelles agir et déterminer quels candidats alignés (vision commune et ouverte à l'union) ont le plus de chance de victoire/Former au combat électoral ces candidats (stratégie, communication, choix des thèmes)/Mettre à leur disposition tous les outils nécessaires (big data, médias, ressources humaines, financement)

Victoire politique Mettre à disposition un programme cohérent et global (think tank, livre blanc pour les municipales, shadow cabinet)/Construire une relation de confiance avec tous les leaders de la droite de demain pour les faire travailler ensemble en cas de victoire électorale/Fournir une réserve d'hommes de pouvoir prêts à servir à tous les postes clés (cabinets, structures parapubliques, haute administration)/Développer les réseaux relais nécessaires (médias, finance, organismes internationaux)

PÉRICLÈS DÉPLOIE ENVIRON 150 MILLIONS D'EUROS EN DIX ANS SUR SES ACTIONS

Essaimage écosystème + 50 projets (2023), + 70 projets (2024), + 100 projets par an à partir de 2025

Créations prioritaires Guérilla juridique, conseil auprès des politiques inclus une mission pour les municipales, baromètre (2023), école des candidats aux mairies et think tank

(2024), plus de 2000 candidats formés à l'école (2025)

Réseaux et autres Structuration juridique et financière, voyage international (Hongrie) pour inspiration (2023), revue intellectuelle (2024), développement des clubs thématiques (2025), réserve avec plus de 1000 hommes de pouvoir, 100 % de la population touchée (médiats, réseaux sociaux), présence dans cinq pays européens (2027)

Échéances électorales Influencer les sujets traités lors des européennes (2024), aider à remporter plus de 1000 mairies (2026), aider à remporter la présidentielle + majorité absolue (2027)

Équipe En équivalents temps plein (ETP) : 6-8 ETP (2023), 10 ETP (2024), 20-30 ETP (2025), 50 ETP (2027)

Budget 8 millions (2023), 7-10 millions (2024), 12-15 millions (2025), 25 millions (2027), 150 millions environ (cumulé jusqu'en 2032)

RÉTROSPECTIVE

LANCEMENT DE PÉRICLÈS ET INDÉPENDANCE VIS-À-VIS DU FONDS DU BIEN COMMUN

Objectifs Après quelques mois d'incubation, rendre Périclès indépendant du Fonds du bien commun sous douze mois afin de permettre une pleine liberté d'action pour Périclès et protéger le Fonds du bien commun aux plans légal et réputationnel

Situation à date Structuration juridique indépendante et autonome du Fonds du bien commun avec une association mère Périclès, un fonds de dotation présidé par Périclès, une association opérationnelle et de financement présidée par Périclès et quatre recrutements finalisés, quatre prioritaires encore en cours

Essaimage écosystème, chaque priorité a été adressée Au total, 3,5 millions d'euros ont déjà été engagés sur plus de 40 projets. Chaque priorité essentielle a été adressée: wokisme (35 % du montant total alloué), immigration (30 %), socialisme (12 %), culture et morale chrétienne (10 %), islamisme (8 %), autres (5 %)

LANCEMENT DE DEUX PROJETS ORGANIQUES: GUÉRILLA JURIDIQUE

Mission Organiser et professionnaliser le contentieux stratégique en utilisant les leviers juridiques/judiciaires médiatiques contre l'islamisme, l'immigration, l'attaque à la liberté d'expression, la théorie du genre

Mode d'action Un collectif d'avocats + une association ayant intérêt à agir, dirigés par un avocat très engagé (Aymeric de Lamotte)

Objectifs Plus de 20 procédures par an afin de faire changer la peur de camp,

faire appliquer la loi et se défendre des attaques adverses, faire évoluer la loi

Situation à date Cocréation avec l'Institut Thomas-More en mai 2023/16 avocats membres du collectif Justitia (dont Thibault de Montbrial, Pierre Gentillet, avocats de Juristes pour l'enfance)/20 procédures étudiées, dont 9 lancées

LANCEMENT DE DEUX PROJETS ORGANIQUES: CONSEIL OPÉRATIONNEL MUNICIPALES

Présentation du projet et objectifs Permettre au Rassemblement national (RN) de transformer ses derniers succès électoraux en victoire aux municipales 2026/Équiper l'état-major du RN d'un plan structuré sur trois ans avec des objectifs précis/Étudier de manière statistique les villes de plus de 3000 habitants ayant le plus de chance de succès en analysant la couleur politique et l'ancienneté du maire en place, les résultats de Marine Le Pen au second tour des présidentielles et ceux du candidat RN local aux législatives de 2022

Situation à date Projet validé par la direction et l'état-major du RN aux Estivales 2023/Constitution d'une équipe par département pour valider les villes et identifier les candidats, dirigés par le DG du RN/Objetif de 300 villes à gagner absolument par le RN en 2026

Cette première mission de conseil ne rend le RN ni exclusif ni prioritaire par rapport aux autres partis. Il conviendra de lancer dans les prochains mois des missions similaires correspondant aux besoins de chacun (par exemple, recrutement de candidats pour LR)

PRIORITÉS 2024

LE BAROMÈTRE/ VICTOIRE IDÉOLOGIQUE

Un observatoire indépendant et scientifique qui mesure objectivement l'état du pays sur des sujets sociétaux (par exemple, lien social/familial, sécurité/criminalité, démographie, souveraineté économique, culture) et diffuse massivement ces résultats pour toucher toute la population française et remettre au cœur du débat les « bons chiffres sur les sujets qui comptent »

Partenariats Ifop + 10 médias rencontrés, dont 2 probables (Marianne, l'Express)

Objetif fin 2024 Cocréation/Financement de 3 baromètres « monothématiques » avec des structures externes: islam et insécurité, immigration, extrême gauche

Question Stratégie Buy (achat) sur un institut de sondage dès 2023 (contre 2026 initialement) ?

L'ÉCOLE DES FUTURS MAIRES/ VICTOIRE ÉLECTORALE

Une école de formation des futurs dirigeants politiques partageant nos valeurs en proposant aux futurs candidats (municipales, législatives) une palette d'outils stratégiques et opérationnels (communication, playbook, campagne électorale, analyse de données, financement, besoins en ressources humaines)

Objetif Former et faire gagner en 2026 environ 1000 maires de petites et moyennes communes

Collaborateurs 4 élus en exercice prêts à collaborer à la création et au développement de l'école et des formations

Partenariats Formation théorique et logistique à l'Institut de formation politique (IFP)/Formation pratique et boîte à outils à la Fédération des trucs qui marchent

Septembre 2024 Lancement de la première promotion

THINK TANK/ VICTOIRE POLITIQUE

Projet et objectif Être le premier think tank de droite en France afin de réunir les principaux experts thématiques des sujets régaliens (sécurité et défense, économie, immigration, famille, Europe, etc.), d'influencer la sphère politique/médiatique/intellectuelle, de préparer les mesures politiques et les réformes

Situation à date En plus de la création d'une nouvelle structure (Build - construction), étude de l'option Buy (achat de structures existantes décrites comme « cibles » - NDLR) sur:

- Institut Thomas-More (structure franco-belge fondée par Charles Millon) Libéral-conservateur d'inspiration chrétienne/ Les « plus » : bon réseau de chercheurs (issus du privé, bénévoles); relation de confiance (collaboration sur collectif Justitia); marque respectée/ Les « moins » : image un peu poussiéreuse; mal gérée, passif financier; équipe pas stratèges, peu d'influence; veulent garder leur indépendance (méfiants car craignent notre approche hégémonique)
- Ou Fondation du Pont-Neuf (think tank créé par Charles Beigbeder) Conservateur et catholique/ Les « plus » : positionnement subtil (pas d'extrême droite); relation de confiance (collaboration sur la réserve); deal facilement exécutable, cherchent un repreneur/ Les « moins » : très attaché à l'image de Charles Beigbeder; peu connu; coquille vide, besoin de placer un directeur général à 100%; réseau surtout constitué de juristes et d'experts en droit + philosophes

LA RÉSERVE (EN LIEN AVEC LE FONDS DU BIEN COMMUN)/ VICTOIRE POLITIQUE

Objetif Après la victoire électorale, une victoire politique durable requiert de s'appuyer sur des hommes compétents et convaincus, à la fois issus du public et du privé/Constituer en amont de la présidentielle une réserve de 1000 personnes (technocrates, professionnels de la politique, experts thématiques) pouvant être mis aux postes clés (cabinets, structures parapubliques, haute administration)

Approche Recenser les postes clés à exercer dans l'administration centrale et dans les établissements publics pour transformer durablement le pays/Identifier pour chaque poste les talents compétents et alignés en s'appuyant sur les réseaux du Fonds du bien commun, d'Otium, de think tanks alliés, etc. /Former ces talents en vue de l'exercice du pouvoir local et national/Mettre en réseau ces profils et les fidéliser pour s'assurer de leur engagement le jour J via rencontres formelles/informelles, comités, groupes de travail, shadow cabinet, etc. /Présenter ces profils aux dirigeants politiques de demain

Objectifs fin 2024 Systématiser le recensement des profils via un CRM (Customer Relationship Management) et les catégoriser par thématiques/postes clés avec un objectif de 50 par mois, en lien avec le Fonds du bien commun/Avoir identifié et mis en relation plus de 50 % des talents requis

Question Comment identifier les hommes déjà en poste et alignés, mais ne s'assurant pas ?

CONSTRUIRE UNE PRÉSENCE PROCHE DES DIRIGEANTS DE DEMAIN

Personnalités définies comme prioritaires Relation de confiance et influence réelle: Jordan Bardella et Marine Le Pen (RN). Relation active mais pas de réelle influence: Éric Ciotti, Laurent Wauquiez, David Lisnard, François-Xavier Bellamy (LR) et Marion Maréchal (Reconquête!). Pas de relation activable à date: Nicolas Sarkozy (LR) et Éric Zemmour (Reconquête!)

Objetif fin 2024 80 % des profils prioritaires en relation de confiance et influence réelle, contre 30 % aujourd'hui

Questions Qui sont, pour chaque profil prioritaire, les responsables capables de devenir l'homme de confiance? Quelles sont les personnes manquantes sur cette cartographie (potentiels dirigeants de demain)? Comment rester transparent tout en travaillant étroitement avec des concurrents ?